

cialiste au gouvernement fit mille promesses pourvu que les entreprises soient évacuées et le Parti Communiste Français poussait dans la même voie de défaite en expliquant « qu'il faut savoir terminer une grève ».

Les travailleurs repoussent toute réédiction de la « pause » de sinistre mémoire. Ils ont assez souffert de la famine, des 60 heures, de la déportation pendant que les patrons accumulaient des millions. Aujourd'hui, il ne peut être question de « pause », mais de lutte jusqu'à la libération de l'exploitation capitaliste.

Il s'agit d'imposer la restitution des conquêtes de 36, il s'agit d'imposer le contrôle sur la production, il s'agit de gérer les entreprises. Les travailleurs ont prouvé qu'ils étaient capables de le faire et mieux que les patrons. Mais ce n'est pas pour cela que ce leur sera accordé. Ils doivent l'arracher par la lutte.

Pour les conquêtes de 36, pour le contrôle et la gestion des usines, il faut appeler tous les ouvriers de chaque usine à participer à la lutte. Il faut convoquer des assemblées générales, mobiliser les camarades. Il faut que les Comités ouvriers lancent des appels pour l'occupation de masse des entreprises, et qu'ils exigent leur publication dans les journaux ouvriers.

La C.G.T. doit appeler toutes les entreprises à élire leur Comité non seulement dans la Région Parisienne mais dans toute la France. Elle a été capable d'appeler à la « grève générale pour la libération » elle doit l'être pour les intérêts des travailleurs. Les usines doivent envoyer des délégués dans toutes les usines, même en province dans les centres industriels pour que les entreprises soient occupées, les Comités élus, la lutte poursuivie jusqu'à la victoire.

Pas de pause ! Notre droit ! Contrôle et gestion des entreprises !

Ne laissons pas détruire nos Comités !

Ne nous laissons pas désarmer !

**Formons
nos Milices Ouvrières d'Entreprises !**

Malgré les promesses faites à la classe ouvrière aucune solution n'est encore apportée à la plupart des problèmes posés. Les directions patronales se réfugient derrière l'absence de décrets gouvernementaux pour éluder et retarder la reconnaissance des cahiers de revendications. Depuis 15 jour ce que les ouvriers ont acquis l'a été uniquement par leur action dirigée par leurs Comités d'usine. Le contrôle des cantines, le versement d'avances et même les promesses ont été arrachés par l'occupation des usines et l'initiative des Comités, par l'action collective organisée.

Si aujourd'hui les travailleurs acceptaient de quitter les usines et de dissoudre leurs Comités, les patrons commencent immédiatement la contre-offensive car ils cesseraient de sentir peser la force ouvrière. Ce n'est pas autrement qu'ils regagnèrent le terrain perdu en 36. Le Comité d'usine doit devenir un Comité d'usine permanent qui assurera le contrôle ouvrier sur la production.

Non seulement les travailleurs ne laissent pas dissoudre les Comités mais partout ils s'organisent pour tenir. Partout se sont constituées des gardes d'usine qui se sont transformées en *Milices Ouvrières d'entreprise*. Elles se sont armées durant la bataille de Paris, souvent les F.T.P. rejoignant leur usine leur ont apporté leur aide et leurs connaissances. Des cadres ont été élus, une sévère discipline instaurée. La Milice Ouvrière d'entreprise est devenue une force au service de la classe ouvrière, il ne faut pas permettre qu'on la désarme il ne faut pas permettre qu'on la disperse. C'est à l'usine qu'aujourd'hui les ouvriers luttent sur leur front de classe pour leur propre libération. La Milice Ouvrière protégera les combats ouvriers. *Comme au METRO, comme à la S.A. C.A.M., comme chez AMIOT, formez vos Milices Ouvrières, armez-les, conservez ses armes !*

**Pour vaincre, il faut s'organiser !
Formez vos Comités inter-usines !
Construisez les Soviets !**

L'union fait la force ! Malgré le silence fait autour des Comités il ne faut pas rester isolés, les usines

doivent s'unir, s'entraider, lutter en commun. La lutte pour les cahiers de revendications aura mille fois plus de poids si elle est appuyée par une vingtaine d'usines d'une région. *Devant une action d'ensemble le patronat reculera.* Certaines usines n'ont pas de cantine, les usines voisines doivent fournir la leur comme l'ont fait JUMO, B.M.W. Les moyens de transport pour chercher le ravitaillement doivent être mis en commun. Le ravitaillement lui-même doit être organisé pour plusieurs usines à la fois. Les Milices Ouvrières doivent s'entraider pour l'armement, l'entraînement en commun, l'établissement de plans de défense régionaux.

Mais pour cela il faut que les Comités s'unissent, organisent leur travail en commun, fixent des plans d'action, pour cela il faut constituer des *Comités inter usines*. A Boulogne, RENAULT, SALMSON, L.M.N., S.N.C.A.C. et CAUDRON ont constitué un tel Comité. A Argenteuil des réunions de délégués de 14 usines se sont tenues et ont envisagé le travail en commun. A Suresnes, dans le XIII^e, les usines prennent contact. Il faut élargir le mouvement dans chaque localité, constituer un Comité inter usine dirigeant démocratiquement la lutte d'une région.

Les Comités inter usines, avec l'aide de la C.G.T. doivent mettre debout un plan de reconstruction de l'économie du pays sur la base des besoins de la population, pour remettre en route les usines. Les Comités doivent se lier entre eux mais aussi avec les Comités de ménagères et les Comités de quartier pour organiser en commun le ravitaillement d'une commune. Ils doivent apporter leur appui aux municipalités ouvrières pour organiser un ravitaillement populaire. *Union de tous les travailleurs, union avec les ménagères pour prendre en main notre propre sort ! C'est la voie de la véritable libération de classe.*

En U.R.S.S. en 1917, les prolétaires ne se sont pas libérés autrement. Leurs Soviets qui prirent le pouvoir et supprimèrent l'exploitation et l'Etat capitaliste n'ont pas été autre chose, au début, que nos Comités d'usines, nos Comités inter usines, nos Comités de quartier. Derrière eux se regroupèrent des millions de travailleurs de la ville et des champs en arme. Ces Soviets étaient l'Assemblée des délégués de ces millions de travailleurs, démocratiquement élus dans les usines, les quartiers, les casernes. C'est en luttant pour les intérêts de leurs mandants qu'ils prirent le pouvoir.

C'est parce qu'il a lutté pour que les Soviets vivent se développent et prennent le pouvoir que le parti bolchevik de Lénine et Trotsky fut le parti de l'émancipation des travailleurs.

Syndicats et Comités d'usines

Le Comité d'usine ne s'oppose nullement à la section syndicale. Il a seulement des attributions plus larges.

Alors que le syndicat est l'organisme revendicatif, le Comité d'usine est un véritable organisme de contrôle ouvrier et de gestion. Pendant l'occupation des usines il organise le ravitaillement, l'entretien du matériel et des locaux, les tours de garde.

Dans certaines usines le Comité d'usine a été constitué à partir du bureau syndical élu, auquel on a adjoint un bureau de gestion de la cantine et la direction élue de la milice d'usine. Le syndicat seul aurait difficilement assumé toutes ces tâches.

Après la reprise du travail, à côté de la section syndicale que les ouvriers doivent renforcer par des adhésions massives, le Comité d'usine doit continuer à exister en permanence pour assurer le *contrôle ouvrier sur la production, sur l'embauchage et le débauchage.*

Unité d'action !

Les Comités d'usine sont une arme aussi indispensable que le syndicat pour les combats de la classe ouvrière. Il faut les maintenir comme il faut maintenir les milices d'usine et de quartier, car ainsi que le disait Cachin au Vél. d'Hiv. : « Un peuple sans armes est un peuple d'esclave ! ».

Il faut que les partis ouvriers s'unissent pour empêcher la bourgeoisie de détruire nos Comités d'usines et inter-usines. Nous proposons au Parti Communiste Français et au Parti Socialiste l'action commune pour leur défense.

**Le PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale).**